Numéro 148

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
MARS - AVRIL 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°148
Mars - Avril 2026

SOMMAIRE

- Sylvain Shomba Kinyamba, Régine Nambuwa Bila Lenge, *Les rapports de genre et les dynamiques économiques au sein du ménage : le pillage de l'époux au travers de son statut de pourvoyeur à Kinshasa*……1
- Dieudonné Mabele Akambu, *Actualité et légitimité de la pensée politique de Hannah Arendt en Afrique. Le besoin de comprendre*……...11
- Herman Umba Jimmy, *Vers une convention sur le travail décent dans l'économie des plateformes. Pour quelles perspectives des réformes en droit positif Congolais ?* ……...17
- Edgar Emungu Okende, Kléber Mwalaba, *Concentration du secteur bancaire, intermédiation financière et stabilité du système : une analyse économétrique et structurelle du cas de la RD Congo 2021 à 2023*……27
- Guelor Manzita Don de Dieu, *Pouvoir constitutionnel de détention reconnu aux officiers de police judiciaire en RD Congo : lorsque la garde à vue se transforme en garde en vue, garde à vie, impliquant la nécessité d'une garde en vie*……...38
- Joël Mue Ntsina, Léon Mbadu Khonde, Clarisse Botungu Moloto, *Efficacité interne qualitative de l'enseignement spécial dispensé aux personnes vivant avec handicap. Enquête menée au centre de formation professionnelle Koli Elombe*……..48
- Anastasie Rugemaninzi Kadjuru, *Diagnostic stratégique et redressement structurel des entreprises du portefeuille en RD Congo. Regards sur les stratégies et les réformes*……55
- Christian Atukumbusa Tulengi, Guylord Kakenza Kitumba, Rida Kutunga Nijikap, *Antécédents familiaux et compétences entrepreneuriales : une analyse du domaine « ressources » du modèle EntreComp en contexte universitaire congolais*……64
- Ezekiel Kipey Ezekiel, Glodie Mamboti Mukwasandi, Papy-Ferdinand Kimuanga Eyambo, *Défis et contraintes à l'entrepreneuriat agricole en République Démocratique du Congo : une analyse à travers le Business Model GRP*……71
- Ikade Ilunga Bukasa, *La réglementation de la concurrence en RD Congo. Entre modernité normative et déficit d'effectivité. Analyse critique de la loi-organique n°18-020 du 9 juillet 2018*……..79
- Charles Masuwa Masuwa, Stéphane Kikanda Kamango, Clément-Duxin Mvumbi Ntedika, *Dilemme structurel de l'économie congolaise et ses minerais*……87
- Paul Oleko w'Oleko, *Problématique du contrôle mixte de la cour des comptes et de l'inspection générale des finances*……...93
- Georgin Mutemuni Chancard, *Suspension du contrat de travail en cas d'appel ou rappel sous le drapeau en droit congolais*……...101
- Aaron Djengo Imponga, *Le régime juridique de l'interprétation de la constitution en droit positif congolais : analyse et perspectives de rationalisation.* ……111
- Jean-Pierre Ntal Onim, Emmanuel Mukundi Nyembo Kahumba, *Libéralisation financière et enjeux de développement des pays les moins avances : une application à l'économie congolaise*……...120
- Man David Kiala T'Sinda, Jean-Pierre Khonde Mabiala, *Dette extérieure et dynamique de croissance économique en République Démocratique du Congo : analyse empirique par effets seuils*……..135
- Jacky Cidibi Cimanga, *L'établissement de la filiation paternelle à l'aune des techniques de Procréation Médicalement Assistée : cas de l'insémination artificielle avec tiers-donneur*……142

- Démiguel Maketama Malonda, *Enquête préalable à la concession sur les terres rurales : regard critique sur la réforme foncière de 2025*……151
- Joseph Weloli Bolosambe, *Le seuil de représentativité judiciairement octroyé et la problématique de l'attribution des sièges. L'expertise électorale à l'épreuve de la décision sous l'arrêt RCE 00437/DN-CR* ……161
- Lionel Basila Bofaya, *Dilemme d'une sécurité durable dans la partie est de la RD Congo : essai d'une théorie des stratégies multidimensionnelles*……168
- Fiston Ituba, *L'urgence budgétaire à l'épreuve du droit comparé africain : le cas de la République Démocratique du Congo*……..175
- Julien Nshimba Mpiana, *Politiques éducatives et marginalisation structurelle des peuples autochtones pygmées en RD Congo : entre inclusion proclamée et exclusion vécue*……180
- Denise Siwako Situka, Josué Ozowa Latem, *Impact des relations dysfonctionnelles du couple sur la santé mentale de la femme enceinte*……..188
- Landry Amani Miruho, *L'anachronisme de la responsabilité civile pour fait d'autrui en droit congolais : vers une adaptation aux mutations socio-culturelles contemporaines*……193
- Serge Kisweso N'sende N'sende, *Corruption électorale à Kinshasa : analyse de la légitimation collective lors de la campagne électorale de 2023*……..200
- Christian Bule Widi, Christ-Vie Ngoy Bolinda, *Le tourisme culturel et la préservation des écosystèmes : vers un équilibre durable ?* ……210
- Seraphin Lualaba Kitenge, *Déterminants du taux de change dans une économie dollarisée : vérification empirique par le modèle ARDL de la RD Congo*……217
- Serge Mbemba N'tumbu, Adélard Bulemba Kafula, *Question de perception des charges ménagères par les hommes de Kasongo-Lunda : esquisse sur le genre*……..223
- Matthieu Lukusa Lufukona, *L'état civil, fondement juridique de la citoyenneté en RD Congo*……..230
- Peter Tshimanga Tshimanga, *La résolution du contrat de vente en droit OHADA : entre recul et avancée significative*……238
- Georgin Mutemuni Chancard, *Paradigme de l'ancrage juridique et institutionnel de l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Marchés des Substances Minérales Stratégiques (ARECOMS) en RD Congo*……..244
- Matthieu Lukusa Lufukona, *La modernisation juridique et numérique de l'état civil en République Démocratique du Congo : enjeux, défis et perspectives de réforme*……250
- Kléber Mwalaba, Christian Mulenda Nge, *La cohérence des fonds de garantie en RD Congo : entre flou conceptuel et efficacité fonctionnelle. Une analyse économétrique pour les gestionnaires financiers*……..257
- Nelson Lothape Madimbo, *Pertinence, efficacité et mise en œuvre effective de la loi n°15/025 relative aux baux à loyer non professionnels : analyse empirique dans la commune de Kintambo*……...268
- Benoit Lukusa Kanku, Jacques Ntsha Nganziala, *Opérationnalité du management de temps pour la performance des structures sanitaires du niveau périphérique en RD Congo. Cas de l'hôpital central militaire et de la police nationale congolaise ville de Kinshasa*……281
- Dieu merci Mindani Kubayele, Matthieu Tshabola Mbuyi, *La non-installation des tribunaux administratifs en RD Congo : analyse du vide juridique transitoire et enjeux pour l'effectivité de l'État de droit*……288
- Joséphat Tshianda Kapinga, Jeanne Nyakato Beangere, Bernadette Muisaka Kamono, *Comportements relationnels des élèves de Kinshasa en situation d'échec scolaire : observations des enseignants en milieu scolaire*……..296
- Fidèle Mayenge Yuma, *Réflexion sur la légitimité des élus pendant la période de glissement en RD Congo*……..301
- Daniel Furaha Uma, *Exploitation forestière, diversification économique et réduction de la vulnérabilité des ménages : une approche logistique.* ……...309

- Glody Lekiari Bentshura, *L'interprétation créatrice du juge administratif congolais*…….318
- Gérard Mulimbi Kasongo, *Déterminants clés de succès associes aux différentes phases du cycle de vie d'une PME dans le contexte de pays en développement. Cas de la RD Congo : une analyse exploratoire* ……326
- Moïse Mussa Kabwankubi, *Impact de l'évasion fiscale sur la mobilisation des recettes publiques en RD Congo. Une analyse empirique par le modèle de Régression multiple et implication de politique économique*……..344
- Olivier Tombe Tombe, Hervé Matunguna Kwilu, Norbert Musanga Amisi, *Choix et participation des jeunes kinois au secteur non formel de l'éducation : analyse empirique dans la commune de Lemba (Kinshasa, RDC)* ……355
- Serge Lokokie Ikongansamo, Joseph Mwina Kiangebeni, *Pratiques managériales et croissance des moyennes entreprises implantées dans le district de Lukunga*……365
-

LIBERALISATION FINANCIERE ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DES PAYS LES MOINS AVANCES : une application à l'économie congolaise

par

Jean-Pierre NTAL ONIM

Chef de Travaux

Emmanuel MUKUNDI NYEMBO KAHUMBA

Professeur Ordinaire

(Tous) *Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,*

Université de Kinshasa.

Résumé

Cette étude analyse les effets de la politique de libéralisation financière, ainsi que les défis liés au financement du développement des Pays les Moins Avancés (PMA), dont l'application s'effectue dans le contexte de l'économie congolaise. Elle s'appuie sur l'analyse de Mc Kinnon et Shaw, qui décrivent la libéralisation financière comme un outil fiable, aisé et efficace pour stimuler la croissance économique des pays en développement. Cette politique trouve très tôt un écho favorable et un soutien, tant de la part d'importantes institutions internationales (FMI, Banque Mondiale) que de certains pays en développement, comme la RDC. La libéralisation financière dans ce contexte, poursuivait comme objectif celui de stimuler l'augmentation de dépôt (épargne), entrainant ainsi un boom du crédit octroyé aux entreprises, avec comme conséquences, l'accroissement des investissements et la croissance économique.

L'objectif poursuivi dans le cadre de cette étude, est celui d'analyser les effets de la politique de libéralisation financière sur le développement économique de la RDC.

Après analyse, à travers le modèle ARDL, l'étude arrive aux résultats selon lesquels, la libéralisation financière exerce initialement une incidence négative sur la croissance économique avant la prise en compte de la gouvernance financière soit -0,17%, puis définitivement une incidence positive sur le développement économique à long terme en RDC de l'ordre de 0,11%, du fait de la prise en compte progressivement de la gouvernance financière et l'ouverture aux marchés des capitaux dans le modèle 2 et 3.

Mots - clés : *Libéralisation financière, répression financière, développement économique, financement du développement, mobilisation des ressources, système financier*

Abstract

This study analyzes the policy of financial liberalization coupled with the challenges of financing the development of LDCs based on the case of the Congolese economy. It starts from the study by Mc Kinnon and Shaw, which presents financial liberalization as a safe, simple and effective way to accelerate the economic growth of developing countries. This policy quickly found a favorable response, both from major international organizations (IMF, World Bank) and from certain developing countries, like the DRC. Financial liberalization in this context pursued the objective of stimulating the increase in deposits (savings), thus leading to a boom in credit granted to businesses, with the consequences of increasing investments and economic growth.

The objective pursued within the framework of this study is to analyze the impact of the financial liberalization policy on the economic development of the DRC.

After analysis through the ARDL model, the study arrives at the results according to which, financial liberalization initially has a negative impact on economic growth before taking into account financial governance, i.e. -0.17%, then definitively a positive impact. on long-term economic development in the DRC of the order of 0.11%, due to the gradual taking into account of financial governance (IGOVFIN) and opening to capital markets (LNOUVMC) in model 2 and 3.

Keywords : *Financial liberalization, financial repression, economic development, development financing, resource mobilization, financial system.*

INTRODUCTION

Le développement économique des pays les moins avancés (PMA) demeure une problématique centrale de l'économie internationale. Au cœur de ce débat figure la question du financement, notamment via les politiques de libéralisation financière promues depuis les années 1980 par Mckinnon et Shaw. Pourtant, cette question du financement, repose principalement sur le fonctionnement performant du secteur financier national et international, à la fois.

Pour y arriver, le secteur financier, vu son rôle majeur, a le devoir d'encourager et mobiliser l'épargne en quantité suffisante, assurer l'intermédiation financière à bas coût de ces crédits, mais le plus important est que ces derniers soient affectés à des investissements productifs, pour le financement des activités économiques dans l'ensemble, afin de booster la croissance économique (Mamane Boukari, 2015).

Cependant, il sied de rappeler que la thèse du financement de développement se fonde d'abord sur l'accumulation du capital, ayant pour conséquence automatique la réduction du chômage et l'accroissement du taux de croissance économique. Ensuite, cette étude justifie la pertinence du recours aux capitaux étrangers, dans la mesure où, les groupes des pays qualifiés les moins avancés (PMA), dégagent une épargne interne insuffisante voire inexistante au regard de l'effort d'investissement nécessaire pour le financement du développement (Assidon Elsa, 2002). Cette situation constitue, d'après plusieurs études, l'obstacle majeur au financement du développement économique / croissance économique des pays les moins avancés de manière générale, et de l'économie de la RDC, en particulier.

De ce qui précède, cette étude analyse une approche du financement qui repose essentiellement sur le concept « libéralisation financière », dont l'objectif est de souligner l'importance de la finance dans le progrès économique des pays en général, et plus précisément des PMA. Cela se fait par l'analyse des relations causales entre la finance et la croissance économique. Autrement, elle analyse la politique de libéralisation financière, tout en soulignant son impact grâce aux ressources internes et externes pour le financement du développement économique des pays comme la République Démocratique du Congo. Car, l'objectif latent poursuivi par la libéralisation financière était de stimuler l'augmentation de dépôt (épargne), entrainant ainsi un boom du crédit octroyé aux entreprises, avec comme conséquences supposée, l'accroissement de l'investissement et la croissance économique.

La libéralisation financière, présentée comme un moteur de croissance et de développement, engendre une polémique intense concernant son véritable impact, notamment dans les Pays les Moins Avancés (PMA), à l'instar de la RDC. Bien qu'elle propose la garantie d'une allocation efficiente du capital, d'une impulsion à l'investissement et d'une intégration plus profonde dans l'économie mondiale, son déploiement dans les environnements structurellement vulnérables des PMA, suscite des interrogations essentielles. Ces nations, comme la RDC, généralement définies par des institutions fragiles, une mauvaise gouvernance et une forte dépendance aux ressources naturelles, ont-elles réellement la capacité de bénéficier des profits potentiels de cette politique !

C'est dans cette logique que l'objectif général poursuivis dans ce cadre, est d'analyser l'incidence réelle de la politique de libéralisation financière sur la croissance économique en République Démocratique du Congo, à travers une lecture critique des réformes engagées et une analyse empirique des dynamiques de financement.

D'où, il est question dans cette étude d'analyser les effets de cette politique de libéralisation financière en République Démocratique du Congo, une économie d'endettement, qui n'a pas été épargnée par les soubresauts des politiques financières internationales qui, du reste, demeure une économie fragile et pauvre, faisant parti des pays les moins avancés. Car, ces politiques se sont imposées à de nombreux pays en développement, soumis aux conséquences du nouveau régime d'endettement international apparu dans les années 1980. Basées sur la privatisation et la déréglementation des systèmes financiers, elles visaient, à partir des *théories de la répression financière*, à améliorer les performances des systèmes financiers en réduisant le dualisme financier entre le secteur formel bancaire et le secteur informel (Pratiques financières locales ou endogènes) [Henry Gerendawele Ngbase, 2018].

C'est ainsi que le cas spécifique de la République Démocratique du Congo, avec des nombreux défis socio-économiques et politiques propres, représente un sujet d'étude particulièrement pertinent. Pour atteindre l'objectif assigné à la présente étude, différentes sources des données seront utiles, notamment celles provenant de la Banque Centrale du Congo et de la Banque Mondiale. Cela consiste à rassembler les informations présentes dans divers rapports annuels et de politique monétaire sur les intermédiaires financiers, et plusieurs autres sources, susceptible de fournir les données essentielles à la rédaction de ce travail.

Par ailleurs, l'étude utilise le modèle ARDL, qui s'avère important, en ce sens qu'il permet de saisir les effets de court et de long terme à la fois et de relier les variables, en se basant sur l'évolution des données elles-mêmes.

De ce qui précède, l'étude résume la problématique autour d'une question principale de recherche formulée en ces termes : *pourquoi les politiques de libéralisation financières, adoptées par les pays les moins avancés, à l'instar de la République Démocratique du Congo depuis plusieurs années, n'ont pas d'incidence positive sur leur développement économique ?*

Pour y arriver, cette étude s'organise autour de deux points essentiels, outre l'introduction et la conclusion. Le premier aborde sommairement le cadre théorique sur la libéralisation financière et le second présente les résultats.

I. CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

Il est question dans cette partie de l'étude, de passer en revue de manière sommaire la théorie de la libéralisation financière et ses contours.

1.1. Que retenir de la théorie de libéralisation financière

Par définition, dans un contexte économique, la libéralisation financière se réfère au processus visant à diminuer ou éliminer les restrictions et régulations gouvernementales qui pèsent sur les marchés financiers. Cela donc implique ainsi généralement que les institutions par suite financières disposent donc d'une plus grande flexibilité par suite pour intervenir, que les taux donc d'intérêt fluctuent en fonction donc de l'offre et de la demande, et donc que les mouvements ainsi de capitaux s'opèrent plus facilement entre les pays.

La libéralisation ainsi financière a donc pour but d'éliminer ainsi toute forme de contrôle, quantitatif ou qualitatif, restrictif ainsi imposé par l'État donc sur les structures par suite institutionnelles, les instruments et ainsi les opérations des acteurs dans différentes donc segments du secteur financier, que ce soit ainsi au niveau national ou international (Boyer et al., 2004).

La libéralisation financière fait ainsi donc référence à une modification des règles régissant les transactions financières à travers le monde, dans le but de promouvoir la libre circulation des capitaux. Cette démarche est destinée à favoriser une répartition optimale de l'épargne à large échelle (Alain Beitone et al., 2023).

Pour McKinnon et Shaw, la répression financière fait référence à l'action de l'État dans la sphère financière, qui se caractérise par l'imposition d'un plafond sur les taux d'intérêt en dessous de leur niveau d'équilibre, l'imposition de réserves obligatoires élevées et l'orientation des crédits vers des secteurs jugés prioritaires. Cette politique interventionniste permet à l'État de financer son déficit budgétaire à moindre coût (Musa Foudeh, 2007).

Par ailleurs, McKinnon et Shaw soutiennent qu'un grand nombre de pays en développement comme l'Égypte, la Jordanie et le Liban ont mis en œuvre une politique de libéralisation financière dans les années 1950 et 1960 dans le cadre d'un Programme d'Ajustement Structurel économique (PAS), supervisé par le FMI et la Banque mondiale, qui visait à éliminer les déséquilibres macroéconomiques. Cependant, cette politique n'a pas contribué au développement de ces économies ; au contraire, elle a constitué un frein au progrès du secteur réel.

Reprenant la méthodologie définie par Kaminsky et Schmukler (2002), il distingue :

- la libéralisation du secteur interne, principalement liée au secteur bancaire, qui inclut la libéralisation des taux d'intérêt débiteurs pour encourager les investissements et les crédits, ainsi que des crédits, la diminution ou l'élimination des réserves obligatoires, et les initiatives visant à intensifier la concurrence ;
- l'ouverture des marchés financiers, implique par suite la suppression des limitations donc concernant les titres ainsi pour les résidents et donc les étrangers, ainsi donc que le transfert de fonds, d'intérêts et ainsi de dividendes ;
- *la libéralisation du compte de capital*, comprenant l'abandon du contrôle sur les emprunts étrangers, les flux de capitaux étrangers et les opérations de change.

1.2. Continuité de la théorie de McKinnon et Shaw

McKinnon et Shaw sont reconnus comme des pionniers dans la critique de la politique de répression financière. Leurs travaux constituent le socle même de la pensée néolibérale sur la libéralisation financière dans les pays en développement. Ils dénoncent les effets néfastes d'un système financier répressif, marqué par un secteur bancaire passif, et soulignent l'importance de la libéralisation des taux d'intérêt, qui permet aux intermédiaires financiers de prospérer davantage dans la collecte de l'épargne et le financement des projets d'investissement. Cette vision théorique, a donc été partagée et enrichie par plusieurs économistes, notamment (Oualid Lajili, 2015).

En 1976, Kapur est l'un des premiers théoriciens à enrichir l'analyse de McKinnon et Shaw en l'intégrant dans un modèle dynamique. Il conclut que la répression financière entraîne une perte de croissance économique. À l'instar de Shaw, il soutient que les intermédiaires financiers, et plus particulièrement les banques, jouent un rôle central dans le financement des activités économiques d'un pays. Ils facilitent la mise en relation des agents économiques à besoin de financement et ceux à capacités de financement.

Après les éclairages apportés par les précurseurs, pour mieux saisir l'ampleur de toutes les propositions avancées sur la libéralisation financière, il est indispensable de comprendre ce que recouvre la notion de répression financière et de saisir les effets économiques négatifs qui y sont associés.

1.1.3. Désavantages de la répression financière

La répression financière, en tant qu'un ensemble des dispositifs et politiques instaurés par les gouvernements, afin de maîtriser et d'encadrer les marchés financiers. La traditionnelle stratégie de répression financière consiste à maintenir les taux d'intérêt en dessous des niveaux habituels du marché, au bénéfice des débiteurs et au détriment des épargnants. Les gouvernements sont fréquemment les débiteurs, et dans un grand nombre d'économies émergentes, l'État subventionne ses excès en versant aux déposants bancaires des taux d'intérêt bas.

A ce titre, certaines actions entreprises par les autorités publiques, représentent pour certaines, des inconvénients de la répression financière.

1.1.3.1. Fixation du taux d'intérêt

Le choix de conserver les taux d'intérêt en dessous de leur niveau d'équilibre, entraîne un faible niveau d'investissement, en raison de la diminution des dépôts bancaires.

1.1.3.2. Financement du déficit budgétaire par le pouvoir public

Giovannini et De Melo mettent en évidence le fait que la politique de taux d'intérêt faibles, caractéristique de la répression financière, offre aux gouvernements l'opportunité de couvrir leurs déficits à un coût réduit, entraine comme conséquence majeure, l'accroissement du taux d'inflation (Giovannini & De Melo, 1993).

1.1.3.3. Sélectivité de crédits et réserves obligatoires

Les politiques sélectives et les réserves obligatoires, font partie des instruments de politique monétaire utilisés par la banque centrale. La première vise à orienter le crédit vers un secteur jugé prioritaire selon la politique économique du gouvernement. La seconde, portant sur la mise en œuvre d'un système de réserves obligatoires, impose aux banques de détenir au moins 10 % à 20 % de leurs dépôts sous forme de réserves ou de placer une partie de leurs bénéfices dans un fonds de réserves.

1.1.4. Critiques et désavantages de la Théorie de la Libéralisation Financière

Les néolibéraux présentent les effets néfastes de la répression financière tout en mettant en exergue les vertus de la libéralisation financière. Certes, un grand nombre d'économistes soutiennent la théorie de la libéralisation financière, mettant en avant les bénéfices de cette stratégie, notamment la mobilisation de l'épargne, l'allocation efficace des ressources, la stimulation de l'investissement, croissance économique, l'accès aux marchés internationaux, etc., surtout pour les pays en développement, comme le montrent plusieurs études. Cependant, encore plus nombreux sont ceux qui critiquent cette approche en raison de ses conséquences, surtout à mesure donc que des crises financières se sont manifestées dans divers pays en développement.

1.1.4.1. Analyses néo-structuralistes de Taylor et Van Winjbergen (1983)

Ces auteurs s'opposent fermement à la théorie de la libéralisation financière, mettant en évidence ses conséquences nuisibles sur la croissance économique. Les analyses néo-structuralistes prennent en considération non seulement le secteur financier formel, mais également le secteur financier informel, qui demeure une composante importante des économies en développement.

1.1.4.2. Analyses postkeynésiens : Burkett et Dutt (1991)

Après l'approche néo-structuraliste, diverses critiques émergeront, notamment de la part des post-keynésiens, qui ont aussi contesté la théorie de la libéralisation financière des néoclassiques.

La thèse de la libéralisation financière de Mckinnon et Show qui considère l'épargne, comme la clé de la réussite du processus de libéralisation, ne passe pas chez les postkeynésiens. Ces derniers insistent, et montrent le fait que l'investissement dépend en particulier par la demande effective (la demande d'investissement anticipée par les entreprises) et donc des taux d'intérêt débiteurs. Les recherches de Burkett & Dutt analysent la répercussion de la libéralisation financière dans un contexte économique marqué par une sous-utilisation des capacités de production.

1.1.4.3. Analyse de Stiglitz et Weiss

Ces auteurs soulignent le rôle néfaste de l'asymétrie d'information, qui entraîne de nombreuses conséquences. Dans leur analyse, Stiglitz et Weiss estiment que, dans un environnement d'asymétrie d'information, il est délicat pour la libéralisation financière de fonctionner de manière efficiente en

promouvant une allocation optimale des ressources et en orientant l'épargne vers les secteurs les plus productifs.

II. RESULTATS DE L'ETUDE

Cette partie de l'étude présente les résultats des analyses effectuées dans ce cadre.

2.1. Analyse descriptive

La tendance est l'allure générale de la distribution que décrit le mouvement d'ensemble du phénomène indépendamment des variables de petites échelles. Les caractéristiques de tendance centrale, de dispersion et les valeurs des variables du modèle, sont présentées dans le tableau n°1 ci-dessous :

Tableau 1. Statistiques descriptives

	pibr	Credeco	MM	Invest	Empl	Sk	Txch	Igov	Ouv
Mean	57165,43	437507,0	1298878	55471,98	16,95	232555,9	526,67	-0,10	0,01
Median	55969,18	13652,50	88085,27	56113,64	16,51	243974,5	307,02	-0,27	0,008
Maximum	90530,50	1444597	5409448	102085,9	28,32	324010,6	2036,59	2,02	0,02
Minimum	32927,66	6.20^{E}-09	170^{E}-08	25751,38	9,23	110791,0	2,08	-2,25	0,0049
Std. Dev	17545,70	587704,6	1786814	22703,22	5,51	42987,02	647, 82	0,7	0,007
Observations	**44**	**44**	**44**	**44**	**44**	**44**	**44**	**44**	**44**

Source : Auteur, à l'aide du logiciel STATA 17.1

Ce tableau présente les statistiques descriptives des différentes variables choisies dans le cadre de cette étude, à savoir : le produit intérieur brut réel ; le crédit à l'économie ; la masse monétaire ; l'investissement public ; l'emploi ; le stock du capital et le taux de change.

Tableau 2. Matrice de corrélation

	Pibr	Credeco	Invest	Empl	Sk	Txch	Igov	Ouv	Mm
Pibr	1								
Credeco	0,78	1							
Invest	0,98	0,75	1						
Empl	0,55	0,87	0,53	1					
Sk	0,27	0,27	0,27	0,57	1				
Txch	0,75	0,91	0,74	0,94	0,46	1			
Igov	0,36	0,42	0,35	0,35	0,25	0,35	1		
Ouv	0,34	0,75	0,29	0, 68	-0,04	0,63	0,20	1	
Mm	**0,24**	**0,32**	**0,43**	**0,22**	**-0,33**	**0,12**	**0,26**	**0,30**	**1**

Source : Auteur, à l'aide du logiciel STATA 17.1

Le test des coefficients de corrélation simple n'est pas considéré comme concluant pour l'étude de la relation entre ces deux variables en RD Congo, il permet cependant d'avoir une vue globale sur les différentes relations à détailler par la suite.

L'analyse de corrélation du tableau 2 entre ces variables, relève clairement qu'il y a une corrélation positive entre le produit intérieur brut réel et les différentes variables.

Tableau 3. Étude des signes attendus

Variables	Définition	Sources	Signe entendu
Pibr	Produit intérieur brut réel	Word Developemnt Indicators	Var. dépendante
Credeco	Crédit à l'économie	Word Developemnt Indicators	+
MM	Masse Monétaire	Word Developemnt Indicators	+
Invest	Investissement	Word Developemnt Indicators	+
Empl	Employabilité	Word Developemnt Indicators	+
Sk	Stock du capital	Word Developemnt Indicators	+
Txch	Taux de change	Word Developemnt Indicators	+

Igovfin	Indice de gouvernance fin	Word Developemnt Indicators	+
Ouvmc	Ouverture commerciale	Word Developemnt Indicators	+/-

Source : Auteur, sur base de la revue de littérature.

2.2. Analyse de la stationnarité des variables

Dans une première étape, le modèle est construit à partir des variables stationnarisées. L'étude s'est servie du test de Dickey-Fuller ainsi Augmenté (ADF), sous l'hypothèse que les séries sont affectées d'une tendance linéaire, et donc les erreurs sont par suite auto corrélées (le test portant sur des modèles autorégressifs).

Le test de racine unitaire de Dickey-Fuller dont les résultats sont ainsi consignés dans le tableau (4) ci-dessous, permet de confirmer la stationnarité de la série si la statistique ADF(négative) en valeur absolue est supérieure aux valeurs critiques de Mackinnon (VCM) en valeur absolue, ou la non stationnarité dans le cas contraire. Ce test est effectué à l'aide du logiciel Stata 15.1. Avant tout, les variables ont ainsi été transformées en logarithme népérien comme suit : Ln(pibr), Ln(credeco), Ln(invest), Ln(txch), Ln(empl), Ln(igov), Ln(ouv) et Ln(sk).

Tableau 4. Synthèse des résultats du test de stationnarité

Variables	Trend	Dérive	Test ADF initial		Test ADF stat.		Décision	Ordre d'intégration
			ADF (5%)	VCM (5%)	ADF (5%)	VCM (5%)		
Ln(pibr)	ns	s	|-1.965|	|-2.966|	|-9.877|	|-2.969|	DS	I(1)
Ln(credeco)	ns	s	|-2.734|	|-2.966|	|-8.964|	|-2.969|	DS	I(1)
Ln(Invest)	ns	s	|-2.532|	|-2.966|	|-7.530|	|-2.969|	DS	I(1)
Ln(Empl)	ns	s	|-1.354|	|-2.966|	|-5.683|	|-2.969|	DS	I(1)
Ln(Sk)	S	s	|-1.923|	|-2.994|	|-4.755|	|-2.997|	TS	I(1)
Ln(Txch)	ns	s	|0.886|	|-2.966|	|-4.528|	|-2.969|	DS	I(1)
Ln(Igov)	ns	s	|-3.271|	|-2.966|	|-6.340|	|-2.969|	DS	I(0)
Ln(Ouvmc)	s	s	|-4.812|	|-3.552|	|-5.253|	|-3.556|	TS	I(0)

Source : Auteur, à l'aide du logiciel STATA 17.1

|…| : coéfficient en valeur absolue ; VCM : valeur critique de MacKinon ; DS : Difference stochastic ;TS : Trend Stationary

2.3. Présentation du modèle et résultats de l'estimation

Les modèles autorégressifs à retards distribués font partis de la classe des modèles dynamiques, et permettent de capter ainsi les effets temporels dans l'explication d'une variable. Dans un modèle dynamique, une variable exogène (Yt) est expliquée la fois par :

a) ses propres valeurs décalées, il s'agit de modèle dynamique dénommé *modèle autorégressif* (**AR**) et s'écrit :

$Y_t = a_0 + a_1 Y_{t-1} + \cdots + a_p Y_{t-p} + \varepsilon_t$ ou $Y_t = a_0 + \sum_{i=1}^{p} a_i Y_{t-i} + \varepsilon_t$ …. (1)

Avec $\varepsilon_t \sim iid(0, \sigma)$: terme d'erreur ;

b) ses valeurs présentes des variables exogènes (Xt) et leurs valeurs décalées dans le temps (Xt-i), il s'agit des *modèles à retards échelonnés* (DL) qui ont la forme :

$Y_t = \beta + b_0 X_t + \cdots + b_q X_{t-q} + z_t$ ou $Y_t = \beta + \sum_{j=0}^{q} b_J X_{t-J} + z_t$ … (2)

c) ses propres valeurs décalées, des valeurs présentes des variables exogènes (Xt) et leurs valeurs décalées dans le temps (Xt-i). Ces types des modèles combinent les caractéristiques de deux modèles précédents, et sont donc désignés *modèles autorégressifs à retards échelonnés* ou distribués, en anglais ARDL model. Ci-dessous leurs formes :

$Y_t = \varphi + a_1 Y_{t-1} + \cdots + a_p Y_{t-p} + b_0 X_t + \cdots + b_q X_{t-q} + e_t$ ou

$$Y_t = \varphi + \sum_{i=1}^{p} a_i Y_{t=i} + \sum_{j=0}^{q} b_j X_{t-j} + e_t \ldots\ldots (3)$$

Il sied donc de noter que b_0 traduit l'effet à court terme de X_t donc sur Y_t. Pour calculer l'effet à long terme donc de Xt sur Yt (soit λ), partant de la relation de long terme on a l'équilibre suivante $Y_t = k + \lambda X_t + u$, soit :

$$\lambda = {\sum b_j}/{(1 - \sum a_i)}$$

a)

2.3.1. Spécification du modèle

Le modèle s'inspire des travaux de Landry, L. (2019) et Diandy (2020), le travail a retenu en plus de la variable endogène (Pibr) d'autres variables. Il s'agit plus précisément des variables exogènes. Il s'y ajoute également d'autres variables de contrôle nécessaires à l'étude, pour aboutir ainsi à l'équation de croissance dynamique ci-dessous :

$$\Delta Y_t = \sigma + \sum_{i=1}^{k-1} \gamma_i \Delta Y_{t-1} + \sum_{j=1}^{k-1} \delta_j \Delta X_{t-j} + \sum_{m=1}^{k-1} \vartheta_m \Delta R_{t-m} + \lambda ECT_{t-1} + \cdots . + \mu_t \quad (0)$$

Avec $\gamma = e^{-\lambda}$ et λ : représentant la vitesse de convergence ; $\boldsymbol{\Delta Y}_t$ est le logarithme du revenu ; ΔY_{t-1} représente la variable endogène retardée. Cette dernière permet de tenir compte de l'aspect dynamique du modèle. X_t^j Représente l'ensemble de variables (variables de contrôle), permettant de maintenir l'état stationnaire d'un pays (production, investissement, caractéristiques sociodémographiques, etc.). Ainsi, l'équation à estimer se présente comme suit dans le cadre du Modèle 1:

$$\Delta PIBR_t = \sigma + \sum_{i=1}^{k-1} \gamma_i \Delta PIBR_{t-1} + \sum_{j=1}^{k-1} \delta_j \Delta CREDECO_{t-j} + \sum_{j=1}^{k-1} \partial_j \Delta MM_{t-j} + \sum_{m=1}^{k-1} \vartheta_m \Delta INVST_{t-m} + \sum_{n=1}^{k-1} \varepsilon_n EMPL_{t-n} + \sum_{o=1}^{k-1} \vartheta_o SK_{t-o} + \sum_{p=1}^{k-1} \pi_p TXCH_{t-p} + \lambda ECT_{t-1} + \cdots . + \mu_t \quad (1)$$

Cette étude part du postulat selon lequel, la libéralisation financière, exercerait une incidence positive sur le développement économique. Pourtant dans le contexte de la République Démocratique du Congo, comme dans plusieurs PMA en, ce lien n'est pas positif.

Toutefois, le renforcement de la qualité de la gouvernance financière en RDC pourrait avoir un effet positif sur l'attractivité des investissements financiers majeurs sur le marché des capitaux congolais, dans la mesure où, elle joue un rôle crucial dans l'attraction des capitaux en termes d'IDE. Par conséquent, le deuxième modèle intègre ces deux variables à savoir la gouvernance financière et l'ouverture, étant donné le caractère mitigé de la libéralisation financière dans le contexte de la RDC.

De ce qui précède, l'intégration progressive de ces deux variables d'intérêt dans le modèle (2) et (3) permet la spécification suivante :

$$\Delta PIBR_t = \sigma + \sum_{i=1}^{k-1} \gamma_i \Delta PIBR_{t-1} + \sum_{j=1}^{k-1} \delta_j \Delta CREDECO_{t-j} + \sum_{j=1}^{k-1} \partial_j \Delta MM_{t-j} + \sum_{m=1}^{k-1} \vartheta_m \Delta INVST_{t-m} + \sum_{n=1}^{k-1} \varepsilon_n EMPL_{t-n} + \sum_{o=1}^{k-1} \vartheta_o SK_{t-o} + \sum_{p=1}^{k-1} \pi_p TXCH_{t-p} + \sum_{r=1}^{k-1} \rho_r IGOV_{t-r} + \lambda ECT_{t-1} + \mu_t \quad (2)$$

$$\Delta PIBR_t = \sigma + \sum_{i=1}^{k-1} \gamma_i \Delta PIBR_{t-1} + \sum_{j=1}^{k-1} \delta_j \Delta CREDECO_{t-j} + \sum_{j=1}^{k-1} \partial_j \Delta MM_{t-j} + \sum_{m=1}^{k-1} \vartheta_m \Delta INVST_{t-m} + \sum_{n=1}^{k-1} \varepsilon_n EMPL_{t-n} + \sum_{o=1}^{k-1} \vartheta_o SK_{t-o} + \sum_{p=1}^{k-1} \pi_p TXCH_{t-p} + \sum_{r=1}^{k-1} \rho_r IGOV_{t-r} + \sum_{s=1}^{k-1} \varphi_s OUV_{t-s} + \lambda ECT_{t-1} + \mu_t \quad (3)$$

2.3.2. Test de cointégration de Pesaran et al. (2001)

Suivant la procédure, le test de cointégration de Pesaran et al. (2001) exige donc que le modèle ARDL soit estimé au préalable. La statistique du test calculé, soit la valeur de Fisher, sera par suite comparée aux valeurs critiques (qui forment des bornes) comme suit :

a) si Fisher > borne supérieure : Cointégration existe

b) si Fisher < borne inférieure : Cointégration n'existe pas

c) si borne inférieure < Fisher < borne supérieure : pas de conclusion

Tableau 5. Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001)

a) Variables	**b) LPIBR, LCREDECO, LMM, LINVEST, LEMPL, LSK, LTXCH, IGOV, LOUV**	
c) F-stat calculée	**d)** 278,32	
e) Seuil critique	**f)** Borne<	**g)** Borne>

h) **1%**	**k)** 2.62	**n)** 3.77
i) **5%**	**l)** 2.11	**o)** 3.15
j) **10%**	**m)** 1.85	**p)** 2.85

Source : Auteur

Les résultats du test de cointégration aux bornes, confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les séries sous étude (la valeur de F-stat est > à celle de la borne supérieure), ce qui donne donc la possibilité d'estimer les effets de long terme de lncredeco, lninvest, lnempl, lnsk, lntxch, igov, lnouv sur lnpibr.

2.4. Résultats de l'estimation

Les données utilisées pour les estimations ont été extraites du CD-ROM World development Indicator (WDI), World Wide Governance (WGI) de la Banque Mondiale.

Cette étude a pour cadre de référence une modélisation multiniveaux sur trois (3) modèles inspirés du modèle Mankiw-Romer-and-Well (MRW), passant du premier modèle de régression des déterminants du développement économique (REG1) qui représente le modèle 1 de régression de référence, suivi du modèle de régression 2 (REG2), ajoutant la variable gouvernance financière, ainsi que l'ouverture des marchés des capitaux (OUVMC), dans le modèle de régression 3 (REG3).

Le tableau ci-après présente les résultats des estimations multi niveaux qui ont été effectuées, donc les colonnes représentent les trois (3) modèles estimés, avec certains détails en annexe.

2.4.1. Interprétation des résultats à long terme

Ce tableau présente le lien entre différentes variables de l'étude. Il est question d'estimer les variables statistiquement significatives durant la période d'étude.

Tableau 6. Relation de long terme

Variables	**Modèle 1**	**Modèle 2**	**Modèle 3**
Variable Dépendante : taux de croissance du PIB réel D(LNPIBR)			
D(LNCREDECO)	-0 .17 [-2.12]**	0.11 [1.87]*	0.08 [1.67]*
D(LNMM)	-0.21 [-2.07]**	-0.13 [-1.87]*	
D(LNINVEST)	1.20 [4.69]***	1.31 [5.49]***	1.15 [2.06]**
D(LNEMPL)	-1.86 [-2.07]**	-2.20 [-2.64]**	-0.98 [-1.64]*
D(LNSK)	0.06 [0.48]	0.16 [1.59]	-0.06 [-2.22]**
D(LNTXCH)	0.08 [1.75]	0.07 [2.02]**	0.10 [1.83]*
D(IGOVFIN)	-	0.01 [1.03]	0.01 [3.25]***
D(LNOUVMC)	-	-	0.45 [1.96]**
Constante	4.83 [1.36]	1.38 [1.09]	4.83 [1.36]
R-squared	**99.54**	**99.55**	**99.41**
Adjusted R-squared	**99.38**	**99.38**	**99.16**
D.W	**2.05**	**1.93**	**1.67**

Source : Auteur, estimations à l'aide du logiciel Eviews 12.0

[…] : les valeurs entre crochet, représentent la statistique de Student.

,, *** : Seuil de signification de 10%, 5% et 1%.*

L'approche de l'estimation multiniveau inclue trois équations différentes dont la première, le modèle 1, considère les variables traditionnelles du modèle MRW à savoir le crédit à l'économie (CREDECO), la masse monétaire (MM), l'investissement public (INVEST), l'emploi (EMPL), le taux de change (TXCH) et le stock du capital (SK).

Ensuite le modèle 2, intégrant toutes les variables du modèle 2 en y ajoutant la variable indice de gouvernance financière (IGOVFIN), enfin le modèle 3 quant à lui, prend en compte *les variables du modèle 2, en y ajoutant la variable de contrôle, l'Ouverture des marchés des capitaux* (OUVMC).

Les trois modèles respectifs, estimés, attestent le pouvoir explicatif des variables exogènes sur la variable endogène, caractérisés par un R^2 ajusté très élevé. L*a qualité de l'estimation des équations (équations 1, 2, et 3)* est bonne eu égard au coefficient de détermination (R^2).

Le taux de croissance du PIB réel a comme principaux déterminants, à long terme (Équation 1) les variables ci-après : le crédit à l'économie (LNCREDECO) ; la masse monétaire (LnMM), l'investissement public (LnINVEST) et l'emploi (LnEMPL), aux seuils de 1 et 5%.

Cependant, la libéralisation financière mesurée ici par le crédit à l'économie (LNCREDECO), exerce dans ces conditions, un effet négatif sur la croissance économique à long terme, de même que la masse monétaire (LnMM) et l'emploi (LnEMPL). Alors que l'investissement (LnINVEST), exercent un effet positif sur la croissance économique à long terme.

Le passage du modèle 1 au modèle 2, prend en compte l'intégration de l'indice de la gouvernance financière (IGOVFIN), ce qui permet d'améliorer le coefficient de la libéralisation financière (LNCREDECO), qui passe du signe négatif au positif, soit de -0,17 à 0,11. Ceci traduit l'incidence indirecte et positive de la gouvernance sur la libéralisation financière et la croissance économique à long terme.

Au vu des résultats du troisième modèle (REG 3), ayant intégré successivement l'indice de la gouvernance financière (IGOVFIN) et l'ouverture aux marchés des capitaux (LNOUVMC), les déterminants à long terme de la croissance économique sont les suivants : *la libéralisation financière (LNCREDECO), l'investissement (LNINVEST), l'emploi (LNEMPL)*, le stock du capital (LNSK), *le taux de change (LNTXCH), la gouvernance financière (IGOVFIN) et l'ouverture aux marchés des capitaux (LNOUVMC) aux seuils de 1%, 5% et 10%.*

2.4.2. Interprétation des résultats de court terme

Le tableau ci-après, présente la relation de court terme entre les variables sous étude. Une analyse minutieuse de la situation, prouve à suffisance que le comportement des variables à long terme, diffère de celui de court terme, comme indique le tableau.

Tableau 7. Relation de court terme

Variables	**Modèle 1**	**Modèle 2**	**Modèle 3**
Variable Dépendante : taux de croissance du PIB réel			
D(LNCREDECO)	-0.05 [-4.17]***	-0.04 [-2.84]**	0.01 [1.56]*
D(LNMM)	-0.06 [-3.86]***	-0.04 [-2.79]**	-
D(LNINVEST)	0.19 [3.26]**	0.22 [3.72]***	0.19 [2.87]**
D(LNEMPL)	-0.54 [-2.89]**	-0.75 [-3.91]***	-1.98 [-2.31]**
D(LNSK)	0.08 [2.08]**	0.06 [1.67]	0.07 [1.48]
D(LNTXCH)	-0.007	-0.004	0.02

	[-0.73]	[-0.43]	[1.66]
D(IGOVFIN)		0.006 [1.06]	0.002 [0.26]
D(LNOUVMC)			0.11 [3.40]**
CointEq(-1)*	-0.29 [-2.86***	-0.34 [-3.24]***	-0.16 [-11.51]***
R-squared	85.93	99.55	85.29
Adjusted R-squared	83.74	99.35	82.99
D.W	1.72	1.96	1.37

Source : Auteur, sur base des estimations à l'aide du logiciel Stata

[…] : les valeurs entre crochet, représentent la statistique de Student.

,, *** : Seuil de signification de 10%, 5% et 1%.*

Comme indiqué dans le tableau 7, il ressort à court terme qu'au seuil de 5%, le coefficient d'ajustement est statistiquement significatif pour la variable ouverture aux marchés des capitaux. Par contre, il est statistiquement non significatif pour les variables associées respectivement à la variable crédit à l'économie et l'indice de gouvernance (Equation 3). Ce résultat est identique aux travaux de Aghio et al. (2005) ; Arcand, Berkes et Panizza (2012) et Wachtel (2011), cité par Frankel et Levine, indiquant que la relation entre finance et croissance, présente des effets non linéaires importants, explicables en partie seulement par la fragilité intrinsèque du secteur financier.

CONCLUSION

En définitive, cette étude analyse la problématique de l'efficacité de la politique de libéralisation financière dans les pays les moins avancés. Il était question d'analyser son incidence sur le financement du développement économique, en mettant en exergue le cas de la République Démocratique du Congo.

Cette approche a facilité les politiques qualifiées de libéralisation financière, en faveur de la finance en tant que moteur de croissance économique. L'orthodoxie soutient l'idée selon laquelle, le progrès financier peut mobiliser les moyens nécessaires et utiles à la croissance économique.

Après analyse, à travers le modèle ARDL et les logiciels STATA 17.1 et Eviews 12.0, les résultats du modèle de régression à LT (REG 1) sont mitigés. L'absence d'une *gouvernance financière efficace et l'ouverture de marchés des capitaux, la libéralisation financière n'influence pas la croissance économique dans le contexte congolais. Elle n'était pas totalement le remède idéal pour régler les problèmes de développement économique dans les PMA de manière générale et en RDC, en particulier, solution tant vantée par les précurseurs (McKinnon et Shaw).*

Par ailleurs, lorsque l'étude intègre la variable *gouvernance financière et l'ouverture de marchés des capitaux*, respectivement dans le deuxième et troisième modèle de régression à LT (REG 2 et 3), ces dernières favorisent le développement économique/croissance économique, ce qui permet d'améliorer le coefficient de la libéralisation financière, qui passe du signe négatif au positif, soit de -0,17 à 0,11. Autrement, pour que la libération influence positivement la croissance économique dans ce contexte précis, il s'avère essentiel et impératif, d'améliorer la gouvernance financière.

REFERNCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABIAD ABDUL et all., « The quality effect: Does financial liberalization improve the allocation of capital? » In *Journal of Development Economics*, 2008.
- ACEMOGLU Daron et all., « The colonial origins of comparative development: An empirical investigation », in *American economic review*, 91(5), 2001.
- ADAMS DALE et FITCHETT DELBERT, *Finance informelle dans les pays en développement*, Lyon, Pr. Univ. de Lyon, 1994.
- AJAYI SIMON Ibi, « What Africa Needs to Do to Benefit from Globalization », in *Finance & Development*, vol. 38, n°4, 2018.
- ALBERTO GIOVANNINI & De MELO MARTHA, « Goverment revenue from financial repression », in *American Economic Review*, vol 83, n° 4, 1993.

- ARESTIS PHILIP et Caner Asena, « Financial liberalization and the geography of poverty », in *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol. 2, n°2, 2009.
- BAGEHOT WALTER, *Lombard Street: a description of the money market*, C. Kegan Paul, New York, 1878.
- Banque Centrale du Congo, Rapports annuels 1980-2022.
- Banque Mondiale, *World Development Indicators* http://data.worldbank.org.
- BAPTISTE VENET, « Libéralisation financière et développement économique : une revue critique de la littérature », in *Revue d'économie financière*, 2015.
- BASTIDON CECILE et all., *Capital humain, croissance économique et commerce international,* l'Harmattan, Paris, 2019.
- BEITONE ALAIN et all., *Dictionnaire des sciences économiques*, 7ème édition, DUNOD, Paris, 2023.
- BELCACEM BENALLAL et all., « Vers un modèle explicatif de l'impact de la libéralisation financière sur la croissance économique : Analyse empirique sur le cas des pays de la zone MENA », in *Economiques des Business et Commerce*, n°1, 2016.
- BOUKARI MAMANE, La théorie de la libéralisation financière face aux enjeux du financement du développement en Afrique subsaharienne, Thèse de Doctorat, Université de Bordeaux, Ecole doctorale entreprise, économie, société, 2014.
- BOURBONNAIS REGIS, *Econométrie*, Dunod, Paris, 2015.
- BURKETT PAUL et DUTT AMITAVA, « *Interest rate policy, effective demand, and growth in LDC's* », in International Review of Applied Economics, vol 5, n° 2, 1991.
- DEMIRGÜÇ-KUNT et DETRAGIACHE, *Financial Liberalization and Financial Fragility*, University Press, Cambridge, 2001.
- EDISON John et all., « Capital account liberalization and economic performance: survey and synthesis », in *NBER Working Paper*, n°9100, National Bureau of Economic Research Cambridge, August 2002.
- EDWARDS ALEJANDRA et all., « International migration, remittances, and schooling: evidence from El Salvador », in *Journal of development economics*, vol. 72, n°2, 2003.
- ELSA ASSIDON, *Dette ou financement du développement*, L'Harmattan, Paris, 1991.
- FRY MAXWELL, « In favour of financial liberalisation », in *The Economic Journal*, 107 (May), 1997.
- GALBIS VICTOR, « Financial Intermediation and Economic Growth in Less-Developed Countries : A Theorical Approach », in *Journal of Development Studies*, Vol. 13, N°2, 1997.
- GERENDAWELE NGBASE Henry, *complémentarité entre banques commerciales et institutions du système financier décentralisé dans l'intermédiation financière rurale inclusive en république Démocratique du Congo, Thèse de doctorat en Sciences économiques, Université de Kinshasa, 2018.*
- GIOVANNINI Alfredo et all., « Government Revenue from Financial Repression », in *The American Economic Review*, Vol. 83, N°4, 1993.
- HALI EDISON, « Institutions et croissance économique », in *Problèmes économiques* n° 2.868, 02 février 2005.
- JUDE C. EGGOH, « *Développement financier et croissance : Une synthèse des contributions pionnières* », in *Laboratoire d'économies d'Orléans*, n°2009-18, 2016.
- KAMINSKY GRACIELA Laura et SCHMUKLER SERGIO, « *Short-Run Pain, Long-Run Gain : Financial Liberalization and Stock Market Cycles* », in *Review of Finance*, vol. 12, n°2, 2008.
- KAPUR BASANT, « Alternative Stabilization Policies for Less-developed Economies », in *Journal of Political Economy*, 1976.
- KAPUR BASANT., « *Former and Informer Financial markets, and the Neo-Structuralists critique of the financial liberalization strategy in Less-Developed Countries* », in *Journal of Development Economics*, vol. 38, Sep, 1992.
- LATOUCHE SERGE « *En finir une fois pour toute avec le développement* », in *Le Monde Diplomatique*, 2002.
- LAVOIE MARC, *L'économie postkeynésienne*, La Découverte, Paris, 2004.
- LELART MICHEL, « *L'évolution de la finance informelle et ses conséquences sur l'évolution des systèmes financiers* », in *Mondes en développement*, vol. 30, 2002.
- MCKINNON RI, *Money and Capital in Economic Development*, Brookings Institution, Washington DC, 1973.

- MOEZ OUNI, *Etude empirique de la relation entre système monétaire et financier et croissance économique*, Thèse de doctorat, Université de Neuchatel, 2011.
- MOHAMMEDI FATIMA Zahra, *Le développement financier et la croissance économique dans une économie dépendante de ressources naturelles : Cas de l'Algérie 1970-2015*, Thèse de Doctorat, Université Abou Bekr Belkaid – Tlemcen, 2018.
- MUSA FOUDEH, *Libéralisation financière, efficacité du système financier et performance macroéconomique*, Thèse de Doctorat, Université de Limoge, 2007.
- MVOGO JEAN-PAUL, *Les politiques de développement financier en Afrique subsaharienne : définition-Enjeux- Réalités et propositions*, Thèse de Doctorat, Université Paris-Dauphine, 2012.
- NAWEL BENTAHAR, *Les Conditions préalables au succès de la libéralisation financière : application aux pays du Maghreb et du Machrek*, Thèse de Doctorat, Economies et finances. Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand, 2005.
- OMBENI CHIRUNGULA Olivier, « Impact de la libéralisation financière sur le rôle du système financier dans l'économie congolaise », in UEA, 2020.
- PAGANO MARCO, « Financial markets and growth: an overview », in European economic review, vol. 37, n°2, 1993.
- PERASAN HASHEM, YONGCHEOL SHIN et RONALD MITH, « Bounds Testing Approaches to the Analysis of Level Relationships », in Journal of Applied Econometrics, volume 16, 2001.OUALID LAJILI, *Libéralisation financière, ouverture politique et croissance économique dans les pays en voie de développement*, Thèse de doctorat, Universités de Toulon et Sousse, 2015.
- PESARAN Hashem et all., « *Bounds testing approaches to the analysis of level relationships* », in Journal of applied econometrics, N°16, 2001.
- RAJAN RAGHURAN et ZINGALES LUIGI, « *Financial Dependence and Growth* », in *American Economic Review*, vol. 88, n°3, 1998.
- SANDRETTO RENE, *Les risques de la libéralisation financière vus à travers le prisme des crises financières récentes des pays émergents*, CNRS et Université Lumière Lyon 2, Lyon, 2000.
- VAN WIJNBERGEN SWEDER, « *Interest rate management in LDC's* », in *Journal of Monetary Economics*, vol. 12, n°3, 1983.
- VENET BAPTISTE, *Théories de la libéralisation financière et dualisme financier*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Paris 9 Dauphine, 1996.
- WILLIAMSON JOHN, « *What Washington means by policy reform, Latin American adjustment: How much has happened* », in *Institute for International Economics*, vol. 7, 1990.
- ZEGHOUDI AHMED et all., « *Les Conditions du Développement Financier et Leurs Effets sur la Croissance économique : Une Approche en Données de Panel* », in *Global ismamic economics magazine*, 2015.

ANNEXE

Dependent Variable: LPIBR
Method: ARDL
Date: 03/18/24 Time: 05:24
Sample (adjusted): 1982 2023
Included observations: 42 after adjustments
Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
Dynamic regressors (2 lags, automatic): LCREDECO LMM LINVEST LEMPL LSK LTXCH
Fixed regressors: C
Number of models evalulated: 729
Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 2, 0, 1, 1)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LPIBR(-1)	0.708334	0.102024	6.942790	0.0000
LCREDECO	0.052198	0.012526	4.167257	0.0002
LMM	-0.060401	0.015668	-3.855024	0.0006
LINVEST	0.191647	0.058712	3.264182	0.0027
LINVEST(-1)	0.036272	0.069812	0.519567	0.6072
LINVEST(-2)	0.123153	0.065439	1.881966	0.0696
LEMPL	-0.541656	0.187184	-2.893702	0.0070
LSK	0.079373	0.038366	2.068825	0.0473
LSK(-1)	-0.060749	0.036443	-1.666952	0.1059
LTXCH	-0.007778	0.010718	-0.725675	0.4737
LTXCH(-1)	0.030773	0.005904	5.212591	0.0000
C	0.857600	0.522881	1.640143	0.1114

R-squared	0.995493	Mean dependent var	10.90729
Adjusted R-squared	0.993841	S.D. dependent var	0.313485
S.E. of regression	0.024602	Akaike info criterion	-4.337015
Sum squared resid	0.018158	Schwarz criterion	-3.840538
Log likelihood	103.0773	Hannan-Quinn criter.	-4.155036
F-statistic	602.4477	Durbin-Watson stat	2.050300
Prob(F-statistic)	0.000000		

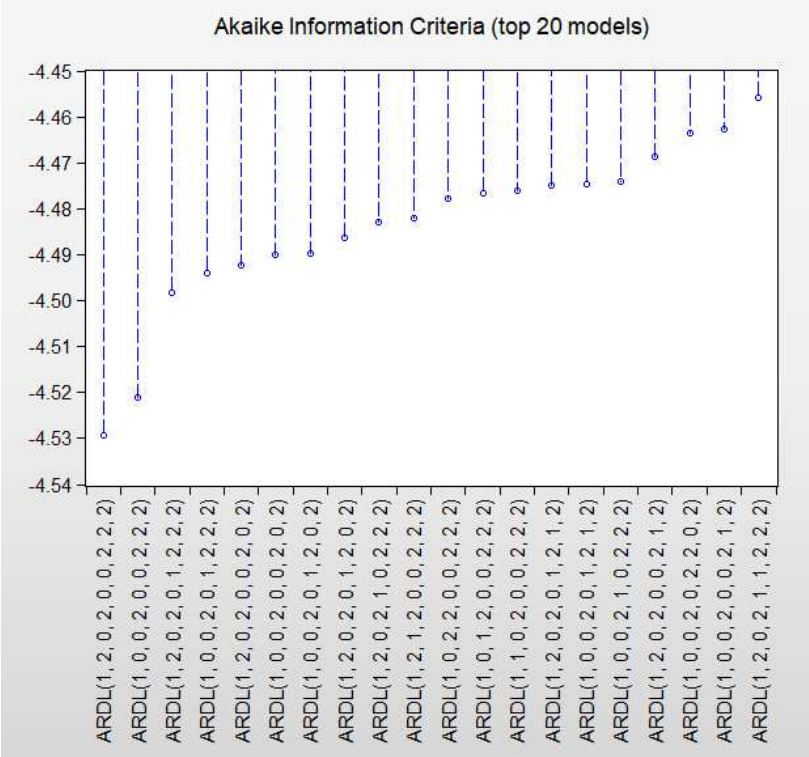
*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

Dependent Variable: LPIBR
Method: ARDL
Date: 03/18/24 Time: 05:25
Sample (adjusted): 1982 2023
Included observations: 42 after adjustments
Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
Dynamic regressors (2 lags, automatic): LCREDECO LMM LINVEST LEMPL LSK LTXCH IGOV
Fixed regressors: C
Number of models evalulated: 2187
Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 2, 0, 0, 2, 0)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LPIBR(-1)	0.657463	0.105600	6.225957	0.0000
LCREDECO	0.040907	0.014415	2.837849	0.0082
LMM	-0.047880	0.017118	-2.797086	0.0091
LINVEST	0.223134	0.059923	3.723657	0.0008
LINVEST(-1)	0.040291	0.073573	0.547633	0.5881
LINVEST(-2)	0.184782	0.071011	2.602140	0.0144
LEMPL	-0.754155	0.192774	-3.912124	0.0005
LSK	0.057260	0.034332	1.667815	0.1061
LTXCH	-0.004834	0.011165	-0.432975	0.6682
LTXCH(-1)	0.022837	0.009204	2.481311	0.0191
LTXCH(-2)	0.008665	0.005749	1.507334	0.1425
IGOV	0.006408	0.006043	1.060392	0.2977
C	0.474634	0.477339	0.994334	0.3283

R-squared	0.995595	Mean dependent var	10.90729
Adjusted R-squared	0.993772	S.D. dependent var	0.313485
S.E. of regression	0.024740	Akaike info criterion	-4.312106
Sum squared resid	0.017750	Schwarz criterion	-3.774256
Log likelihood	103.5542	Hannan-Quinn criter.	-4.114963
F-statistic	546.1537	Durbin-Watson stat	1.931778
Prob(F-statistic)	0.000000		

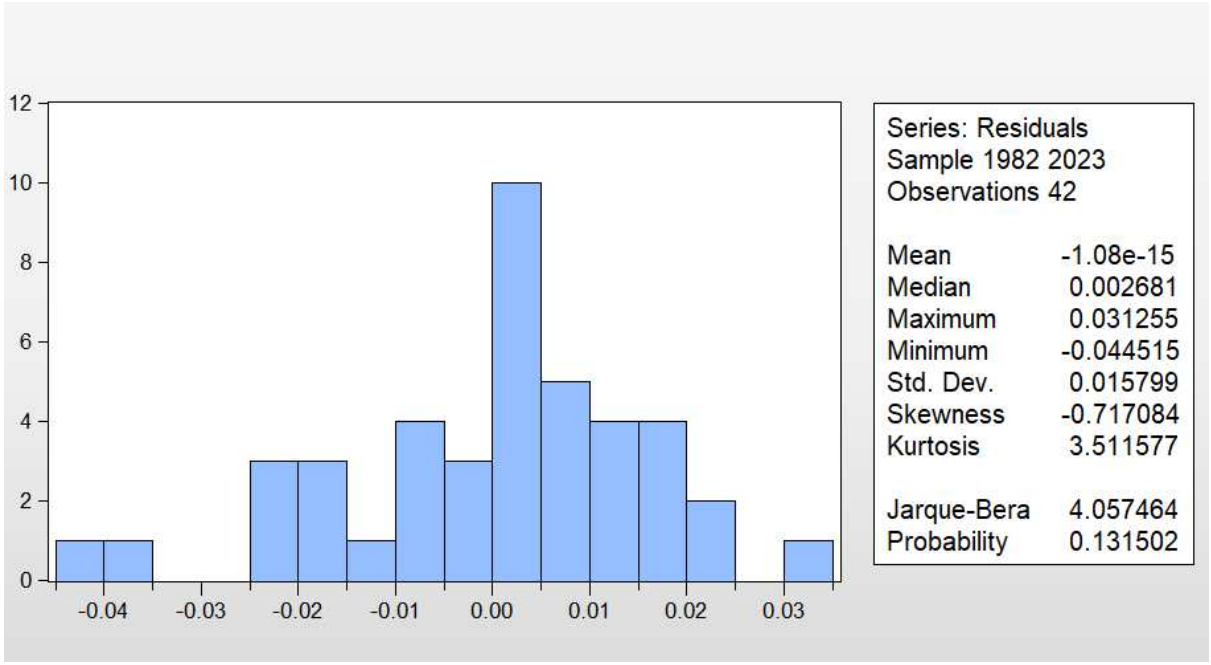
*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.



Date: 03/18/24 Time: 05:33
Sample: 1980 2023
Included observations: 42
Q-statistic probabilities adjusted for 1 dynamic regressor

Autocorrelation	Partial Correlation		AC	PAC	Q-Sta...	Prob...
		1	-0.06...	-0.06...	0.2137	0.644
		2	-0.33...	-0.33...	5.2858	0.071
		3	-0.08...	-0.15...	5.6148	0.132
		4	0.104	-0.04...	6.1427	0.189
		5	-0.15...	-0.26...	7.4078	0.192
		6	-0.06...	-0.14...	7.6439	0.265
		7	-0.05...	-0.28...	7.8147	0.349
		8	0.151	-0.06...	9.0618	0.337
		9	0.157	0.032	10.443	0.316
		1...	-0.16...	-0.23...	12.006	0.285
		1...	0.032	0.057	12.069	0.358
		1...	0.033	-0.14...	12.138	0.435
		1...	-0.12...	-0.20...	13.062	0.443
		1...	0.033	0.043	13.136	0.516
		1...	0.197	0.075	15.802	0.395
		1...	-0.16...	-0.12...	17.678	0.343
		1...	-0.12...	-0.14...	18.847	0.337
		1...	-0.01...	-0.25...	18.872	0.400
		1...	0.237	0.126	23.382	0.221
		2...	0.007	-0.07...	23.385	0.270

*Probabilities may not be valid for this equation specification.



Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.159779	Prob. F(1,21)	0.6934
Obs*R-squared	0.317145	Prob. Chi-Square(1)	0.5733

Test Equation:
Dependent Variable: RESID
Method: ARDL
Date: 03/18/24 Time: 05:36
Sample: 1982 2023
Included observations: 42
Presample missing value lagged residuals set to zero.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBR(-1)	0.012015	0.114007	0.105388	0.9171
LCREDECO	0.001633	0.016978	0.096180	0.9243
LCREDECO(-1)	-0.000380	0.008471	-0.044902	0.9646
LCREDECO(-2)	-0.000159	0.009083	-0.017551	0.9862
LMM	-0.000723	0.017567	-0.041146	0.9676
LINVEST	0.006484	0.061107	0.106104	0.9165
LINVEST(-1)	-0.003684	0.070802	-0.052034	0.9590
LINVEST(-2)	-0.004400	0.068713	-0.064029	0.9496
LEMPL	-0.023633	0.202018	-0.116983	0.9080
LSK	0.003710	0.034889	0.106332	0.9163
LTXCH	-5.81E-05	0.011904	-0.004884	0.9961
LTXCH(-1)	6.49E-05	0.013078	0.004962	0.9961
LTXCH(-2)	0.000252	0.010050	0.025090	0.9802
IGOV	0.000381	0.006379	0.059787	0.9529
IGOV(-1)	-0.000508	0.007005	-0.072525	0.9429
IGOV(-2)	-1.44E-05	0.006256	-0.002295	0.9982
LOUV	-0.000453	0.036452	-0.012417	0.9902
LOUV(-1)	-0.000488	0.035329	-0.013809	0.9891
LOUV(-2)	-0.001459	0.026531	-0.054976	0.9567
C	-0.104225	0.570239	-0.182775	0.8567
RESID(-1)	-0.109677	0.274382	-0.399724	0.6934

R-squared	0.007551	Mean dependent var	-1.08E-15
Adjusted R-squared	-0.937638	S.D. dependent var	0.015799
S.E. of regression	0.021992	Akaike info criterion	-4.489422
Sum squared resid	0.010157	Schwarz criterion	-3.620587
Log likelihood	115.2779	Hannan-Quinn criter.	-4.170960
F-statistic	0.007989	Durbin-Watson stat	2.003474
Prob(F-statistic)	1.000000		

Ramsey RESET Test
Equation: EQ03
Specification: LPIBR LPIBR(-1) LCREDECO LCREDECO(-1) LCREDECO(-2) LMM LINVEST LINVEST(-1) LINVEST(-2) LEMPL LSK LTXCH LTXCH(-1) LTXCH(-2) IGOV IGOV(-1) IGOV(-2) LOUV LOUV(-1) LOUV(-2) C
Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	df	Probability
t-statistic	0.798808	21	0.4333
F-statistic	0.638094	(1, 21)	0.4333

F-test summary:

	Sum of S...	df	Mean Squares
Test SSR	0.000302	1	0.000302
Restricted SSR	0.010234	22	0.000465
Unrestricted SSR	0.009932	21	0.000473

Unrestricted Test Equation:
Dependent Variable: LPIBR
Method: ARDL
Date: 03/18/24 Time: 05:38
Sample: 1982 2023
Included observations: 42
Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
Dynamic regressors (2 lags, automatic):
Fixed regressors: C

Variable	Coefficien...	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LPIBR(-1)	3.518567	3.446402	1.020939	0.3189
LCREDECO	0.030031	0.032380	0.927457	0.3642
LCREDECO(-1)	0.006981	0.010658	0.654957	0.5196
LCREDECO(-2)	-0.06247...	0.061819	-1.010581	0.3237
LMM	-0.07420...	0.073224	-1.013404	0.3224
LINVEST	1.071248	1.049417	1.020803	0.3190
LINVEST(-1)	0.049007	0.084917	0.577120	0.5700
LINVEST(-2)	1.001143	0.984645	1.016756	0.3208
LEMPL	-3.96348...	3.905717	-1.014790	0.3218
LSK	0.128210	0.131844	0.972438	0.3419
LTXCH	0.043955	0.044828	0.980510	0.3380
LTXCH(-1)	0.026393	0.028850	0.914852	0.3707
LTXCH(-2)	0.128853	0.127497	1.010633	0.3237
IGOV	0.028421	0.028428	0.999774	0.3288
IGOV(-1)	0.040768	0.040179	1.014641	0.3218
IGOV(-2)	-0.04539...	0.045066	-1.007330	0.3252
LOUV	0.377876	0.367649	1.027817	0.3157
LOUV(-1)	-0.01256...	0.039300	-0.319795	0.7523
LOUV(-2)	-0.26326...	0.260182	-1.011847	0.3231
C	-20.1220...	25.16113	-0.799726	0.4328
FITTED^2	-0.16190...	0.202684	-0.798808	0.4333

R-squared	0.997535	Mean dependent var	10.90729
Adjusted R-squared	0.995187	S.D. dependent var	0.313485
S.E. of regression	0.021748	Akaike info criterion	-4.511775
Sum squared resid	0.009932	Schwarz criterion	-3.642941
Log likelihood	115.7473	Hannan-Quinn criter.	-4.193313
F-statistic	424.9067	Durbin-Watson stat	2.172840
Prob(F-statistic)	0.000000		

*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

